

Patrick Bruneteaux (dir.)

## *Les Enfants de Don Quichotte*

### *Sociologie d'une improbable mobilisation nationale*

2013, Presses universitaires de Vincennes, collection Culture et Société, 217 pages.

Comment analyser le mouvement initié par l'association Les Enfants de Don Quichotte à l'hiver 2006-2007 ? Comment en comprendre les rouages, l'ampleur, le caractère inédit et atypique ? C'est bien dans l'optique de répondre à ces questions que Patrick Bruneteaux, chercheur en sociologie politique au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattaché au Centre européen de sociologie et de science politique (CESCP) de l'université Paris I, a coordonné l'ouvrage dont il a rédigé la majorité des chapitres. Si cet ouvrage, très accessible, n'y répond que partiellement, les interrogations qui demeurent en suspens sont stimulantes et invitent à poursuivre la réflexion dans plusieurs directions.

L'association, créée quelques semaines plus tôt et comptant alors une dizaine de militants seulement, installe le campement sur le canal Saint-Martin le 16 décembre 2006 pour dénoncer l'abandon des « personnes à la rue », les conditions d'hébergement indignes qui leur sont faites et l'absence d'une véritable politique de logement social. Ainsi, environ deux cents tentes sont disposées sur le canal et rapidement investies par des SDF mais également par des riverains de passage qui marquent ainsi leur solidarité avec les laissés-pour-compte. Les médias sont au rendez-vous dès le lendemain, incitant rapidement les associations du champ du logement, d'abord méfiantes, à se rallier au mouvement ; une charte revendicative est rédigée avec elles le 24 décembre ; le 1<sup>er</sup> puis le 3 janvier, le président de la République, Jacques Chirac, et le Premier ministre, Dominique de Villepin, s'engagent à jeter les bases d'un droit au logement opposable ; des consultations sont entamées avec les principales associations gestionnaires du secteur dès le 2 janvier. Le relevé de décisions du ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement daté du 8 janvier acte le principe de la rédaction de ce qui deviendra la loi DALO (droit au logement opposable) ainsi que l'élaboration d'un programme renouvelé d'aides pour refondre l'urgence ; la loi DALO est votée le 5 mars 2007. Autrement dit, tout s'enchaîne très vite.

C'est bien ce qui frappe d'emblée P. Bruneteaux : le succès sur lequel débouche ce mouvement

social dans un temps très court, qui plus est à partir de ressources internes quasi inexistantes et de ressources externes efficacement mobilisées. Pour en fournir des éléments d'explication, l'ouvrage s'appuie sur des entretiens menés avec des occupants du canal (SDF et leaders du mouvement), sur les documents produits par l'association (communiqués, vidéos, etc.), sur l'analyse d'articles de presse et sur la littérature produite en sciences politiques pour rendre compte des mouvements sociaux, des phénomènes de mobilisation et de mise à l'agenda. Les différents chapitres donnent successivement à comprendre les logiques des différents acteurs (leaders, associations, population du quartier, opinion publique, les sans-abri, la famille Legrand, le campement, l'État), tout en articulant cette construction avec l'évolution chronologique du mouvement (mobilisation puis clôture).

La mobilisation des sans-domicile eux-mêmes n'était pas acquise d'avance, loin de là, et ce pour trois raisons principales :

- de façon générale, pour emprunter au vocabulaire bourdieusien auquel P. Bruneteaux fait directement référence, la mobilisation des dominés, quels qu'ils soient (chômeurs, prostituées, etc.), implique le dépassement du jugement moral stigmatisant qui est porté sur eux et des sentiments de honte et de résignation qui en découlent et qui entachent un « statut » auquel ils ne s'identifient pas et dont ils espèrent qu'il est provisoire ;
  - la faible dotation en capital culturel de la majorité des SDF, les trajectoires de précarité qui sont les leurs et les ruptures géographiques et familiales qu'ils peuvent avoir rencontrées rendent également leur accès à la scène contestataire plus difficile que pour d'autres citoyens. D'autres dominés peuvent compenser avec un capital physique que la survie dans la rue aura souvent amoindri voire réduit à néant chez les SDF ;
  - la logique de résistance immédiate au jour le jour n'est, enfin, pas propice à cette prise de distance d'avec la nécessité à court terme que requiert l'implication dans ce type de mouvement de protestation dont les effets attendus sont différés.
- La mobilisation de plusieurs dizaines de ces

surnuméraires aura donc nécessité la levée de ces freins, ce qu'auront permis :

- le démarchage de nombre d'entre eux par certains de leurs pairs proches des initiateurs du mouvement qui ont endossé le rôle de « rabatteurs » ;
- l'offre de biens de première nécessité (tentes, nourriture) ;
- la promesse de retombées pratiques quasi immédiates (logement) ;
- la mise en visibilité, dans un même lieu, d'une population d'habitude disséminée dans des centres d'accueil d'urgence et des lieux d'accueil de jour ou à même le bitume et donc la constitution d'un groupe affichant collectivement son existence aux yeux de la société entière et revendiquant le droit d'en faire partie, attirant ainsi spontanément d'autres SDF.

L'implantation du campement sur les berges du canal Saint-Martin, suite à deux tentatives avortées à la Concorde et à Bastille, a eu des effets qui n'avaient pas été anticipés et qui ont littéralement permis à la mobilisation d'exister puis ont contribué à son succès : les forces de police ont été empêchées d'intervenir compte tenu des risques que leur action pouvait potentiellement faire courir aux campeurs (proximité avec une eau glacée d'individus parfois physiquement très affaiblis et/ou en état d'ivresse) ; ce quartier du 10<sup>e</sup> arrondissement de la capitale est un exemple typique de quartiers gentrifiés (c'est-à-dire qui se sont embourgeoisés là où leurs habitants étaient à l'origine majoritairement moins favorisés) dont les caractéristiques sociales, économiques et culturelles les prédisposaient davantage à être réceptifs au mouvement voire à lui témoigner concrètement leur solidarité (soutien financier, dons matériels, présence le jour voire la nuit).

Parmi les autres facteurs ayant contribué au succès du mouvement, P. Bruneteaux, Lucas Graeff (docteur en ethnologie et sociologie comparée à l'université Paris V-Sorbonne) et Aurélien Caillaux (rédacteur d'un rapport sur les occupants des tentes allouées par l'association Médecins du Monde aux sans-abri à partir de 2006) développent les suivants :

- le recours à un répertoire d'action caractéristique des « nouveaux mouvements sociaux », dans la lignée d'associations comme Act Up, Agir ensemble contre le chômage ! (AC ! ) ou Droit au logement (DAL), mettant en scène des initiatives destinées à frapper l'attention du public, avec ici l'alliance du ludique et du spectaculaire (saut du leader des Enfants de Don Quichotte, Augustin Legrand, dans l'eau glacée du canal, mise en ligne de vidéos sur Internet, souci esthétique dans la disposition et le choix des couleurs des tentes, etc.) ;
- la forte médiatisation du mouvement dès l'installation du campement sur le canal, prenant appui

sur la figure charismatique du leader du mouvement, A. Legrand, sur lequel va s'opérer un transfert de légitimité avec l'Abbé Pierre, propice à alimenter ladite médiatisation, l'imposition de normes destinées à policer l'image des SDF (limitation de la consommation d'alcool, prohibition de la violence et promotion de la propreté), l'éloignement des caméras des SDF les plus « abîmés » physiquement et moralement, la mise en mots des récits de vie ayant conduit les uns et les autres à la rue, la construction de l'image de l'Autre comme un alter ego auquel s'identifier (idée que « ça aurait pu arriver à tout le monde ») ;

- le choix de s'entourer de personnes-ressources, soit expertes dans le domaine du logement (en particulier Martin Choutet du Secours catholique), soit issues des SDF eux-mêmes, membres ou pas du service d'ordre, et fidèles relais entre les dirigeants du mouvement et la base (contribuant ainsi à la popularité et à la légitimité d'A. Legrand sur le campement) ;

• l'alliance pragmatique avec les associations gestionnaires du secteur qui, devant la forte médiatisation, ont surmonté leurs réticences et se sont ralliées au mouvement, ce que ses dirigeants lui ont bien rendu : les revendications de la charte du 24 décembre et celles qui ont été portées au ministère ont été élaborées essentiellement par ces associations spécialistes du domaine du logement ;

- l'existence d'une fenêtre d'opportunité politique entre le conflit social autour du CPE (contrat première embauche) et les élections présidentielles de 2007 ;

• l'utilisation d'un registre de l'indignation sans analyse des causes structurelles du phénomène, sans imputation de responsabilité à quoi que ce soit ou qui que soit, loin d'une logique radicale par définition moins rassembleuse, consensuelle et fédératrice.

Si tous les éléments évoqués jusqu'ici dans le présent compte rendu éclairent la naissance puis le développement du mouvement social initié par Les Enfants de Don Quichotte, son analyse ne saurait faire l'impasse sur la clôture de la mobilisation. Ce à quoi s'attellent P. Bruneteaux et Olivier Louail (doctorant en sociologie au laboratoire « Institutions et dynamiques historiques de l'économie » de l'université Paris Ouest – Nanterre-La Défense) dans les trois derniers chapitres de l'ouvrage. La plongée dans les coulisses de la « sortie des tentes » donne à voir les arrangements entre le gouvernement et la préfecture avec la Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (FNARS) chargée de coordonner – entre l'État et les associations gestionnaires – la fin du mouvement, les arrangements entre la FNARS et Les Enfants de Don Quichotte également. Les auteurs analysent l'issue programmée du mouvement comme un dessaisissement des SDF

collectivement acteurs du mouvement de contestation et leur retour à une soumission individualisée à la logique traditionnelle de prise en charge assistée selon les catégories administratives propres à la technocratie de l'insertion. Les liquidateurs du mouvement exercent ainsi, d'après les chercheurs, une violence symbolique sur les SDF qui n'ont pas été consultés sur les suites à donner au mouvement et dont une partie aurait souhaité qu'il se poursuive et qui ont, en outre, été contraints d'accepter pour nombre d'entre eux des solutions d'hébergement d'urgence contre lesquels le mouvement s'était pourtant insurgé au départ. Et les auteurs de relever que Les Enfants de Don Quichotte et les associations caritatives n'ont pas saisi l'opportunité qu'elles avaient là de maintenir le rapport de force et de continuer à faire pression sur le gouvernement en élargissant la mobilisation à des revendications connexes relatives aux politiques économiques et sociales et aux politiques migratoires (des personnes sans papiers campaient aussi sur le site et leur situation spécifique a été soustraite au droit de regard et à l'intervention de la FNARS).

Pour ce qui est de la façon dont le démantèlement du campement s'est concrètement déroulé, sont intervenus plusieurs acteurs aux logiques professionnelles différentes et poursuivant trois types d'objectifs : une optique de suivi social (cadres et travailleurs sociaux des différents services publics et associations sollicités par la FNARS et la direction départementale des affaires sanitaires et sociales – DDASS), une autre de maintien de l'ordre public (la préfecture de Paris), une troisième enfin de restauration de la salubrité publique (la DDASS et la préfecture).

*In fine*, c'est à une entreprise de sociologie critique que se sont livrés les auteurs de cet ouvrage, jetant une lumière crue sur une mobilisation dont l'improbabilité a été parfaitement démontrée. Une fois la lecture achevée, reste l'impression déconcertante d'avoir été témoin du désenchantement méthodique d'un mouvement, au détriment peut-être d'autres facettes qui auraient mérité d'être approfondies et dont la présentation aurait permis un décryptage plus nuancé de la mobilisation. Ainsi, par exemple, la solidarité qui s'est nouée entre les campeurs sur place et entre ces derniers et les riverains. Pareillement pour l'impact qu'aura

eu le mouvement sur les associations gestionnaires dont P. Bruneteaux affirme pourtant, en conclusion, qu'il s'agit de la transformation la plus importante, faisant référence en quelques mots seulement au rôle militant découvert par les décideurs de chacune des associations grâce aux actions menées de concert avec Les Enfants de Don Quichotte et avec les autres associations du champ. Les pratiques de travail social mobilisées au moment de la clôture de l'aventure auraient, elles aussi, pu faire l'objet d'investigations davantage dans le registre du factuel, de façon à rendre compte des injonctions contradictoires auxquelles ces professionnels peuvent être confrontés. L'imputation quasi systématique d'intentionnalité aux leaders laisse peu de place à la contingence ainsi qu'aux processus itératifs qui peuvent avoir eu lieu entre les associations, notamment pour la rédaction de la charte revendicative ou bien au sujet de l'opportunité de lever le campement et des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir.

Par ailleurs, la genèse du droit au logement opposable aurait utilement pu être rappelée en quelques mots : c'est bien parce que le projet de DALO était « mûr » que la mobilisation des Enfants de Don Quichotte, pour exceptionnelle qu'elle ait été en elle-même, a pu déboucher sur sa concrétisation (1). Celle-ci est le fruit d'une longue réflexion des pouvoirs publics depuis le début des années 1990, réflexion qui s'accélère à partir de l'année 2004 avec le lobbying des associations œuvrant dans le domaine du logement. Un rapide état des lieux du mal-logement en France aurait peut-être mis en évidence un facteur supplémentaire de succès de la mobilisation si celle-ci s'était dégradée au cours des années précédentes, par exemple. Enfin, toute la question de la médiatisation, du pouvoir des médias, de la fabrication de l'information journalistique, des pratiques des journalistes, de leur pouvoir réel ou supposé sur les décideurs et donc du passage de l'agenda médiatique à l'agenda politique auraient mérité une réflexion approfondie (2).

**Clémence Helfter**

CNAF – Département de l'Animation  
de la Recherche et du Réseau des chargés d'études

(1) Voir notamment Doutreligne P., 2010, *Genèse du droit au logement opposable*, *Informations sociales*, n° 157 ; Houard N., 2012, *Construction et mise à l'agenda du droit au logement opposable (DALO) : le rôle des associations*, *Informations sociales*, n° 157.

(2) Voir par exemple Nollet J., 2009, « Croiser analyse des politiques publiques et sociologie des médias : genèses et usages des concepts de mise à l'agenda et de constructions des problèmes », contribution au Congrès 2009 de l'Association française de science politique.